Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 11

Artikel: Le désarmement Est-Ouest, vu par trois chefs responsables
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344739

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le désarmement Est-Ouest, vu par trois chefs responsables

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev a déterminé une réorientation de la politique soviétique et une véritable reprise des relations Est-Ouest. A vrai dire, le nouveau chef de l'URSS, après une significative entrevue entre les deux Grands, a bien défini la position fondamentale de son pays et donc du Bloc, vis-à-vis du monde de l'Alliance atlantique. Et, dans son discours du 15 janvier 1986, il a précisé les grandes ambitions qu'il s'efforce de faire prévaloir dans les débats à engager entre l'Est et l'Ouest. A sa thèse a d'ailleurs répondu le chef américain, dès le 24 février 1986, en précisant, dans les exigences soviétiques, la part acceptable pour l'Ouest[1]*. Pour sa part, le général Rogers, sans toutefois engager entièrement ses commettants, a présenté, dans une interview à M. Burns, de l'Associated Press, une vue générale de sa position de grand responsable de la défense du front allié d'Europe.*

*

* *

Le point de vue de M. Gorbatchev

L'année 1986, dit le chef soviétique, pourrait et devrait être celle d'une évolution heureuse dans les relations extérieures de l'URSS et le Parti fera l'impossible pour la favoriser. La tâche primordiale incombant désormais au pays sur le plan international, ce sera le processus de libération totale du monde actuel des armes nucléaires dans les quinze années à venir. Et, à cette fin, l'URSS suggère le processus d'une action en trois phases.

Dans la première de celles-ci, d'une durée de cinq à huit ans, l'Union soviétique et l'Amérique devront réduire de moitié, chacune, ses forces pouvant atteindre l'autre Grand. Celles-ci seront alors limitées à 6000 têtes nucléaires de part et d'autre. Mais ces réductions seront accompagnées d'une renonciation à l'expérimentation de toutes armes de cette catégorie dans l'espace.

Avant tout, dit le chef soviétique, devra intervenir une décision commune sur les moyens de portée moyenne dans la zone européenne. Et aux Etats-Unis incombera l'interdiction d'en livrer à des pays tiers. Quant à la Grande-Bretagne et à la France, elles devront s'engager à ne pas accroître leurs stocks d'armes en cause. Cette phase, estime M. Gorbatchev, concernera donc essentiellement les deux Grands et créera un précédent exemplaire, afin d'inciter les autres pays à adhérer à l'action envisagée.

Pendant la deuxième phase de

[1] Cf. Europa-Archiv du 10/3/86, «Die Abrüstungsvorschläge von Michail Gorbatschow und der Gegenvorschlag von Ronald Reagan.»

l'opération, au plus tard en 1990, et d'une durée de cinq à sept ans, les autres puissances nucléaires devont «geler» leurs propres armements atomiques et ne pas en maintenir sur des territoires extérieurs.

Après la réduction de 50%, par les deux Grands, de leurs moyens en cause, une nouvelle réduction aura à être opérée de part et d'autre: la suppression de toutes les armes nucléaires tactiques, c'est-à-dire de celles ayant une portée allant jusqu'à 1000 kilomètres. Pendant la même phase, l'interdiction des armes spatiales deviendra donc multilatérale, c'est-à-dire s'appliquera à tous les Etats industriels dominants. Et tous les pays nucléaires cesseraient alors les expérimentations en cause. Et l'interdiction s'étendrait à toutes armes d'une puissance de destruction égale à celle des armes atomiques ou à d'autres engins de destruction massive.

Une troisième phase débuterait au plus tard en 1995 et, en 1999, il n'y aurait plus d'armes nucléaires en service. Des mesures seront alors prises, dit M. Gorbatchev, pour assurer au mieux les destructions envisagées et celle des moyens porteurs. Il y aurait alors un contrôle comportant des visites sur les lieux, par des inspecteurs. L'URSS consentirait d'ailleurs à toutes vérifications susceptibles d'être prévues. La proposition soviétique visait à réaliser l'absence d'armes nucléaires avant le troisième millénaire. Et, au lieu de perdre les dix à quinze années prochaines à dépenser inutilement des capitaux pour créer d'autres armes pour remplacer les armes atomiques, ne serait-il pas plus raisonnable, conclut M. Gorbatchev, de commencer par réduire à zéro le nombre d'armes susceptibles de remplacer celles qui auront été éliminées? L'URSS s'adresse donc, dit-il, à tous les pays pour leur appui à l'élimination des armes nucléaires avant l'an 2000.

Après avoir exposé son programme de désarmement, le chef soviétique mentionnait son offre de prolonger de trois mois au-delà du 31 décembre 1986 son moratoire pour l'arrêt de toutes explosions nucléaires et qui resterait en vigueur en cas de cessation des essais américains. Il fera tout afin que son action devienne multilatérale et que les négociations à trois — entre l'URSS, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne — aboutissent à une nette interdiction des essais nucléaires. Il souhaite des consultations avec des pays non engagés, afin d'aboutir à l'interdiction des expériences atomiques dans l'atmosphère, dans l'espace, sur l'eau et il condamne même les essais souterrains.

Face à l'attitude négative des américains, déclare le chef soviétique, l'URSS aurait pu reprendre ses efforts nucléaires en janvier 1986. Or elle a engagé une nouvelle tentative en vue du désarmement. Et, après cette dernière sous la forme d'un nouveau délai, elle tente de rallier l'appui du Congrès, du président et du peuple américains à sa thèse. Mais à Genève

les négociations sur les armes spatiales seront reprises. Déjà dans la rencontre avec M. Reagan, en novembre 1985, les armes d'attaque stratégiques avaient été évoquées. Mais la réduction et la suppression des moyens atomiques exige la mise en œuvre de négociations et à Genève celles relatives aux armes spatiales seront reprises. Dans la rencontre avec M. Reagan, en novembre 1985, avaient été évoquées les armes d'attaque stratégiques et les forces nucléaires de moyenne portée et, à Genève, la délégation soviétique devait agir conformément aux accords intervenus.

L'URSS, précise le secrétaire général Gorbatchev, rejette les armes spatiales qui empêchent une suppression des moyens nucléaires. Il s'inquiète, dit-il, de l'attitude des pays d'Europe admettant sur leurs territoires des armes américaines de premier jet alors qu'une élimination totale des engins nucléaires pourrait intervenir en l'an 2000...

L'URSS envisage également, pour cette date, la disparition des armes chimiques et leur destruction contrôlée sous surveillance internationale. Même pour les moyens classiques le chef soviétique admet de sérieuses réductions, d'abord pour les américains et les soviétiques. Il forme des vœux pour les conséquences des conférences de Vienne et de Stockholm. Mais il évoque aussi la sécurité en Asie, pour lui une «nécessité vitale». Rendant hommage aux efforts de l'Inde et d'autres pays non engagés, il rappelait la renonciation soviétique et chinoise à un recours en premier à l'arme nucléaire et, en conclusion, s'adressant au monde entier, il proclamait l'espoir de remplacer la formule «un armement au lieu du développement» par celle: «un désarmement en vue du développement». Il prône la poursuite de la paix et du désarmement, pièce maîtresse de la politique du PC et de l'Etat soviétiques.

Les thèses de l'URSS ont d'ailleurs été évoquées par lui dans une interview au journal *L'Humanité*, en février 1986. La société soviétique, déclarait-il, entre dans une étape nouvelle de son histoire et entend perfectionner les formes de son parti et de son économie. Objectif essentiel de cet effort: une évolution intellectuelle, sociale et politique de l'URSS. A cette fin: arrêt de la production de toutes ces armes pouvant conduire à la destruction du monde. Il condamne la guerre des étoiles des Etats-Unis suscitée par une catégorie d'hommes intéressés financièrement à la production massive d'armes spatiales.

Telle est la thèse générale du chef soviétique Gorbatchev, à qui le président Reagan a répondu par son exposé de février 1986.

La réponse du président Reagan

Dans sa déclaration du 24 février 1986[2], le chef américain a bien

[2] Cf. «US Policy Information and Texts» (USIS, Bonn); cf. Europa-Archiv du 10/3/86.

répondu aux propositions de M. Gorbatchev. Heureux d'apprendre que l'URSS recommandait des mesures de contrôle de ces dernières, il constatait que du moins certaines lui semblaient être constructives et d'ailleurs conformes à des demandes des Etats-Unis. D'autres présentent de réels obstacles au progrès des négociations soviéto-américaines entreprises.

Après une analyse détaillée des suggestions de l'URSS, en liaison avec les alliés et amis européens, l'analyse du président américain, une réponse très mise au point, a été remise à M. Gorbatchev. Elle exprimait le désir de voir aboutir à des résultats positifs les discussions sur les grands problèmes régionaux, sur les droits de l'homme comme sur les affaires bilatérales. Le document insistait surtout sur la nécessité d'une réduction contrôlée des armes nucléaires.

Certes, le président est d'accord avec M. Gorbatchev pour le principe d'une réduction de 50% des armes nucléaires offensives, ainsi que pour une diminution de celles de portée moyenne. Mais, dit-il, les propositions soviétiques pour les différentes phases des négociations envisagées ne sont pas encore utilement à considérer dans les conditions du moment. D'ailleurs une suppression totale des armements nucléaires nécessiterait également une minutieuse prise en considération de l'inégalité actuelle des forces conventionnelles se faisant face, ainsi que l'étude des mesures en vue d'une solution pacifique des conflits régionaux. Malheureusement ces questions ne sont pas envisagées par le plan soviétique. Or le président Reagan voudrait voir se concrétiser des résultats positifs dans les entretiens Est-Ouest. A son avis des progrès devraient intervenir pour l'utilisation des armes nucléaires de moyenne portée. Précisément les délégués américains ont soumis, à Genève, un plan concret prévoyant l'élimination des Pershing II et missiles de croisière, ainsi que des SS-20 soviétiques. Non seulement en Europe, mais aussi en Asie. Ainsi devra être facilitée la disparition du monde de toutes ces armes, pour la fin du siècle.

Le président Reagan demande que l'URSS examine et vérifie les propositions formulées par lui et qu'elle y réponde de façon concrète au cours des négociations en cours. Il souhaite une réponse ferme à ses autres suggestions, très précises, soumises à Genève par les Etats-Unis, le 1er novembre 1985, sur les négociations relatives aux forces nucléaires et spatiales. Or il n'a reçu aucune réponse soviétique à ce sujet.

Et, dans sa déclaration, le chef américain soulignait le fait qu'un vrai progrès pour la réduction des armes nucléaires ne pourra intervenir que dans des conversations confiantes au cours des négociations soviéto-américaines. Les Américains pour leur part soutiendront toute entreprise pour le processus efficace des concessions réciproques devant aboutir à un désarmement décisif dans tous les domai-

nes. Si un même engagement se manifeste chez les partenaires soviétiques aux négociations prévues, des progrès réels seront à la portée des deux parties.

Mais, depuis ces déclarations, le président américain a été accusé, par certains journaux, d'une «volte-face» et Moscou dénonce le «défi» de Reagan[3]. En fait, l'IDS est essentiellement, d'après lui, une défense contre l'attaque nucléaire menaçant l'Amérique. D'où les attaques soviétiques contre cette IDS qu'évoquait le chef soviétique dans son interview à *L'Humanité*. De toute manière, les Soviétiques, se rappelant leurs lourdes pertes de la dernière guerre mondiale, feront tout pour éviter un conflit. Leur fin dernière, semble-t-il, semble être la détention d'un potentiel militaire — nucléaire ou classique — tel que celui de l'Ouest apparaisse comme tellement inférieur que la guerre redoutée apparaisse aux chefs occidentaux comme forcément perdue d'avance. Et c'est là, selon bien des experts, la fin recherchée par l'URSS de Gorbatchev: la création d'une menace parfaite. D'où l'attaque contre l'IDS du président Reagan. Mais le général Rogers, le grand chef militaire de l'OTAN, a bien envisagé la défense possible contre l'actuelle menace.

Le point de vue du général Rogers[4]

Le commandant suprême allié l'a bien souvent exposé. Ainsi, le 31 janvier 1986 au SHAPE, il l'a expliqué à Bob Burns de l'Associated Press. Il s'est étendu alors sur le plan de modernisation indispensable à la défense occidentale envisagée actuellement. Il a rappelé notamment la réduction projetée à 4600 têtes nucléaires, à vrai dire améliorées. Mais il faut, dit-il, moderniser les systèmes armés actuels et assurer leur survie. A cette fin il convient d'obtenir l'autorisation de retirer, dès le début d'un temps de tension, les armes de leurs dépôts et de les déployer sur le terrain. Un missile air-surface modernisé et un *Lance* amélioré — plus précis et d'une portée accrue — sont prévus pour 1995.

Mais le général Rogers estime les entretiens Gorbatchev-Reagan fructueux. Les propositions et suggestions exprimées devront être soigneusement étudiées par les experts de l'Ouest. Toutefois certaines transformations soumises par l'URSS affaibliraient la dissuasion de l'Alliance, car une défense nucléaire très réduite pourrait être néfaste du fait des forces classiques nettement supérieures de l'Est. L'OTAN a donc bien besoin de ses formations nucléaires formées et servies par les Etats-Unis pour la défense de l'Europe alliée.

A une question sur le «couplage» entre l'Amérique et l'Europe le général

[3] Cf. «La volte-face de Reagan sur le traité SALT», par Denis Legras (*Figaro*, 2/6/86).

[4] Cf. «Association des officiers du SHAPE» (avril 1986).

répond que l'emploi en premier de l'arme majeure peut s'imposer. Les propositions de M. Gorbatchev, si elles étaient entièrement acceptées par l'Ouest, affaibliraient bien la dissuasion alliée. Car les seules armes dont dispose l'OTAN pour atteindre l'URSS, ce sont précisément les moyens nucléaires américains implantés en Europe: les F111, les missiles de croisière et les Pershing II. Mais leur emploi comportera le risque d'une escalade au niveau stratégique, alors que le retrait de ces moyens, comme le demande l'URSS, entraînerait le danger de voir les forces classiques adverses, bien supérieures, s'emparer du territoire allié. Si donc les armes nucléaires en cause devaient disparaître à l'Ouest, l'OTAN serait préalablement astreint à accroître largement ses moyens classiques. Mais si une réduction des armes était envisagée, il faudrait l'appliquer à toutes les catégories et donc entamer bien des négociations. Celles-ci devraient prévoir des dispositions vérifiables et équilibrées. «Nous ne pouvons accepter, dit le général Rogers, une solution apparemment excellente, mais qui, à la longue, nous plongerait dans une situation encore plus précaire.»

Ce sont là quelques-unes des réponses du général Rogers au représentant de l'Associated Press. Mais, dès décembre 1985, devant la Commission atlantique néerlandaise, le chef militaire de l'OTAN avait évoqué la solidarité entre membres du pacte d'alliance. A son avis, ce n'est pas une agression franche qui nous menace le plus. Mais, exploitant une réelle supériorité militaire, les Soviétiques vont tenter d'exercer des pressions sur l'Europe occidentale afin d'en tirer des avantages politiques et économiques. Or, en modernisant ses forces nucléaires, dit-il, l'OTAN peut se doter, pour 1995, d'une force stratégique répondant aux nécessités de la dissuasion prévue, même au-dessous du plafond des 4600 engins prévus. Mais, sans recours précoce aux armes nucléaires, par une amélioration de ses forces classiques, l'Alliance pourra, souvent utilement, assurer sa défense par la FOFA (Follow-on Forces Action) contre les renforts indispensables à l'exécution de l'attaque adverse. C'est là la doctrine actuelle de l'OTAN.

Mais, à cette fin, non seulement un effort accru de la défense s'imposera à l'Ouest pour une parfaite répartition et coordination des tâches. Il est inadmissible, selon le général Rogers, que les nations alliées n'aient pas mieux organisé une sage et logique collaboration pour favoriser une production commune. Il regrette, par exemple, que quinze firmes de sept pays construisent, en quelque sorte concurremment, des armes air-sol. Une meilleure coordination des productions réduirait sensiblement les coûts. L'Alliance, dit-il, se trouvera confrontée à cette alternative: soit déjouer la plus grave menace sur notre sécurité — le renforcement inexorable de la puissance militaire soviétique — soit laisser se creuser, au contraire,

l'écart entre les capacités militaires du Pacte de Varsovie et celles de l'OTAN, avec le chantage pouvant en résulter pour l'Union soviétique.

*
* *

L'URSS, précise Gorbatchev, rejette les armes spatiales qui empêchent une suppression des moyens nucléaires. Et il s'inquiète de l'attitude des pays d'Europe qui admettent des missiles de premier jet américains sur leurs territoires. Or, dit-il, on pourrait aboutir à une disparition totale de ces moyens pour l'an 2000. L'URSS prévoit également, pour cette date, celle des armes chimiques et le contrôle de leur destruction sous surveillance internationale. Même pour les armes classiques le chef soviétique admet de sérieuses réductions, d'abord pour les américaines et les soviétiques. Et il forme des vœux pour les conséquences utiles des conférences de Vienne et de Stockholm.

Dans son exposé M. Gorbatchev évoquait aussi la sécurité en Asie, «nécessité vitale». Rendant hommage aux efforts en ce sens de l'Inde et d'autres pays non engagés, il rappelait la renonciation soviétique et chinoise à un recours en premier à l'arme nucléaire. En conclusion, il s'adresse au monde entier, proclamant l'espoir de remplacer la formule «un armement au lieu du développement» par «la poursuite d'un désarmement en vue du développement». «La poursuite de la paix et le désarmement, dit-il, constituant la pièce maîtresse de la politique du PC et de l'Etat soviétiques.»

Mais le chef soviétique a souvent reproché aux Etats-Unis d'améliorer leurs armements stratégiques. Or, selon des informations américaines, l'URSS procéderait à une transformation de ses fusées terrestres fixes en missiles intercontinentaux mobiles, afin de neutraliser les efforts des USA. Au sommet de Budapest le chef soviétique avait d'ailleurs bien préconisé le départ d'Europe d'un million d'hommes alliés, notamment celui des soldats américains. L'OTAN ne pourrait pas accepter un tel retrait. Mais, en raison des difficultés d'ordre économique auxquelles se heurte actuellement le secrétaire général Gorbatchev, certaines concessions de l'Ouest dans ce domaine ne pourraient-elles pas l'inciter à une attitude plus conciliante? Le proche avenir nous dira peut-être la possibilité d'un tel, heureux, compromis...

F.-Th. S.